

Communiqué de presse

31 Janvier 2019

Bilan du Gouvernement Michel: un déficit réduit de 3/4 en quatre ans

Le Premier ministre, Charles Michel et la Ministre fédérale du Budget, Sophie Wilmès, ont reçu ce jeudi les chiffres budgétaires pour l'année 2018. Le déficit nominal de la Belgique représentait -0,79% du PIB en 2018 alors qu'il s'élevait à -3,1% en début de législature. *« Concrètement, cela signifie qu'il a été réduit de trois-quarts en l'espace de quatre ans »*, précisent le Premier ministre et la Ministre du Budget.

« Une telle performance n'avait plus été constatée en Belgique depuis une décennie, c'est-à-dire la période d'avant crise. » explique Charles Michel. *« Ce travail d'assainissement se traduit dans la réduction drastique de notre déficit nominal, dans la diminution de notre dette ? alors qu'elle était en constante augmentation depuis 2008 ? et dans la baisse de nos dépenses. »*

Dans le même temps, la Ministre du Budget situe le contexte budgétaire de la législature écoulée : *« la partie n'était pas gagnée d'avance ; étant donné que l'année 2016 a été une année « perdue » sur le plan budgétaire puisque nous avons dû répondre à des impératifs en termes de sécurité intérieure et d'immigration. »*

Ces derniers chiffres 2018 vérifient donc définitivement la réalité de l'assainissement budgétaire. *« C'est cocasse d'entendre les partis de gauche dans l'opposition nous dire, d'une part, que le Gouvernement Michel a appliqué une politique d'austérité jamais vue en Belgique et, d'autre part, d'expliquer que la réduction de notre déficit n'est pas réelle. Un moment, il faut savoir sur quelle chaise on veut s'asseoir. »*

Enfin, la Ministre Wilmès tient à rappeler que l'assainissement budgétaire s'est accompagné d'une baisse globale de la pression fiscale.

« Si vous regardez attentivement le travail effectué auparavant, vous constaterez que chaque réduction du déficit s'accompagnait d'une hausse importante de la taxation. » conclut Sophie Wilmès. *« Avec le MR à la barre, on assainit et on réduit la pression fiscale. C'est un fait avéré. Et ça nous a permis de rendre du pouvoir d'achat aux ménages. Il suffit de regarder les chiffres du revenu disponible réel : +1,8% en 2018, évalué à +1,9% en 2019. Sous la législature précédente, cet indicateur était négatif, ou à peine au-dessus de zéro. Qu'on se le dise : un gouvernement libéral, c'est moins d'impôt pour plus de pouvoir d'achat. »*

Alexander De Croo, Vice-Premier ministre et Ministre des Finances : *« le gouvernement fédéral a encore une fois franchi une étape importante vers l'équilibre budgétaire. La forte création d'emploi est soutenue par de bons chiffres. Pour maintenir notre assainissement des finances publiques, il est important qu'à l'avenir, nous continuons de nous concentrer sur la croissance et l'emploi. Ce sont les meilleurs recettes pour obtenir un budget en équilibre. Plus de personnes à l'emploi, cela signifie moins dépenses sociales et un renforcement de notre système de solidarité. »*

Dans le budget 2018, les contributions à la Sécurité sociale suivent la trajectoire prévue. *« La réduction des cotisations patronales se traduit aussi dans les chiffres. Elle est compensée par les effets de la création d'emploi. C'était tout à fait l'objectif de notre tax-shift »*, souligne la Ministre des Affaires sociales,

Maggie De Block.

L'augmentation de l'emploi est également perceptible du côté de la Sécurité sociale. On constate ici une diminution de 142 millions d'euros des dépenses de chômage. « *Plus il y a de personnes au travail, mieux se porte notre Sécurité sociale.* » a déclaré la Ministre De Block.

La génération des baby-boomers arrivant à l'âge de la retraite, cela se perçoit aussi dans les chiffres 2018 puisque les dépenses de pension augmentent de 96 millions d'euros.

URL source: <https://archive.premier.be/fr/bilan-du-gouvernement-michel-un-d%C3%A9ficit-r%C3%A9duit-de-34-en-quatre-ans>